

NOTE DE SERVICE

N° 99-140-M0 du 3 novembre 1999

NOR : BUD R 99 00140 N

Texte publié au BOCP

RÉGIES MUNICIPALES DE CAMPING ; ASSUJETTISSEMENT À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

ANALYSE

Date d'application : 03/11/1999

MOTS-CLES

COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; REGIE ; CAMPING ; IMPOT SOCIETE ; BENEFICE

DOCUMENTS A ANNOTER

Néant

DOCUMENTS A ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 108

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6C

La présente note de service a pour objet de porter à la connaissance des comptables les termes d'une réponse de la Direction Générale de la Comptabilité Publique précisant les conditions d'assujettissement à l'impôt sur les sociétés (IS) des régies municipales gérant un camping.

En effet, plusieurs Directions des Services Fiscaux ont adressé aux collectivités locales des courriers les informant de l'assujettissement à l'IS des campings municipaux gérés en régie par les collectivités.

A la suite d'interrogations des comptables relatives à cette analyse fiscale menée au plan local, la Direction de la Législation Fiscale a été saisie afin de confirmer que l'ensemble des régies municipales de camping était assujetti à l'IS.

La Direction de la Législation Fiscale a précisé que les régies municipales de campings, y compris les régies simples créées après le 28 décembre 1926, entrent dans le champ d'application de l'IS en vertu des articles 206-1 et 1654 du code général des impôts et de l'article 165 de l'annexe IV à ce code, lorsque l'exploitation du camping présente un caractère lucratif.

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGE DE LA 6^{EME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Lettre CP/6C n° 59205 du 28 septembre 1999.

PARIS, LE 28 SEPTEMBRE 1999

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Bureau 6C

139, rue de Bercy

TÉLÉDOC : 687

75572 PARIS CEDEX 12

N° 59205

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

à

Affaire suivie par

N.JACOLOT

☎ : 01 53 18 83 93

📠 : 01 53 18 36 68

MONSIEUR LE TRESORIER-PAYEUR GENERAL

- SERVICE CEPL -

OBJET : Campings municipaux – assujettissement à l’impôt sur les sociétés.

REFERENCE : Vos lettres n° 1534 du 22 octobre 1998 et n°1617 du 12 novembre 1998.

Par lettre n°13965 du 25 février 1999, en réponse à votre question sur l’assujettissement à l’impôt sur les sociétés (IS) des régies simples de campings municipaux, je vous confirmais que les campings municipaux créés sous la forme de régie simple après le 28 décembre 1926 ne peuvent échapper à l’assujettissement à l’IS.

En effet, dès lors qu’ils sont gérés par les communes ou les syndicats de communes, les services d’intérêt public à caractère industriel et commercial sont, conformément aux articles L2221-1 à 4 du Code Général des Collectivités Territoriales, dotés de l’autonomie financière. La circonstance qu’une activité soit exploitée, dans les faits, en régie simple reste sans incidence sur le principe de son assujettissement à l’impôt sur les sociétés, lorsque cette activité aurait dû être dotée de l’autonomie financière. Ce principe comporte une exception, correspondant aux régies autorisées à conserver la forme de régie simple sous laquelle elles ont été créées avant le 28 décembre 1926.

En revanche, je vous précisais que je m’interrogeais à nouveau sur la portée générale de l’assujettissement à l’IS des campings municipaux.

En effet, il se dégage des textes fiscaux (notamment les articles 206-1 et 1654 du CGI) que n’entrent dans le champ d’application de l’IS que les seules opérations des collectivités locales présentant un caractère lucratif.

ANNEXE (suite et fin)

Or, un camping municipal peut aussi bien avoir une vocation sociale qu'une vocation industrielle et commerciale.

Après plusieurs saisines successives, la Direction de la Législation Fiscale m'a fait part (en date du 19 août dernier) des éléments de réponse suivants.

Dès lors que l'activité d'un camping municipal est lucrative, son exploitation par une commune entre dans le champ d'application de l'IS en application des dispositions combinées des articles 206-1 et 1654 du code général des impôts (CGI) ainsi que de l'article 165 de l'annexe IV à ce même code. Cette activité ne peut de plus bénéficier de l'exonération prévue à l'article 207-1-6° du CGI qui est réservée aux services publics indispensables à la satisfaction des besoins collectifs des habitants.

Néanmoins, il convient d'observer que si la notion de « vocation sociale » n'a pas de sens fiscalement et ne saurait constituer un critère d'appréciation, le caractère non lucratif des conditions d'exploitation peut conduire à placer un camping municipal hors du champ d'application de l'IS.

Pratiquement, le caractère lucratif de l'activité devra s'apprécier, au cas par cas, au regard des critères définis dans l'instruction du 15 septembre 1998, publiée au Bulletin Officiel des Impôts n°4 H-5-98 du 15 septembre 1998, relative au régime fiscal des organismes sans but lucratif, notamment dans ses paragraphes 20 à 29. Le public visé par le camping, de même que les prix pratiqués, devront notamment faire l'objet d'un examen attentif.

Il est également précisé la situation au regard de l'IS des communes qui concèdent la location de terrains de camping leur appartenant à une personne privée.

En application des articles 207-1-6° et 223 septies du CGI, les communes sont exonérées de l'IS et de l'imposition forfaitaire annuelle dès lors que cette activité de location ne nécessite pas, au regard des dispositions du CGCT, d'être exploitée en régie.

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
L'ADMINISTRATEUR CIVIL, CHEF DU BUREAU 6C

FABIENNE DUFAY